



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

Lisez l'Anticapitaliste ! - <https://lanticapitaliste.org/>

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Lundi 18 octobre 2021

Les crimes d'un système d'exploitation : ne mâchons pas nos mots

Jeudi dernier, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a déclaré vouloir déposer une plainte contre Philippe Poutou, candidat du NPA à la présidentielle. Son prétendu « crime » ? Avoir répondu à un journaliste que « oui, la police tue », citant nommément des victimes récentes de violences policières. Deux jours plus tard, c'est Macron lui-même qui reconnaissait avec 60 ans de retard le massacre par la police française d'Algériens, le 17 octobre 1961, en occultant les noms des principaux responsables. Une des plus sanglantes tueries d'ouvriers, par cette police dont certains pensent qu'elle nous protège.

Cachez ces noms !

Ce 17 octobre 1961, des milliers d'ouvriers algériens et leurs familles, hommes, femmes et enfants, venant des cités pauvres de banlieue, hôtels ou bidonville de Nanterre où ils vivaient, manifestaient à Paris pour l'indépendance de leur pays et la fin de la guerre coloniale. La répression fut féroce : 12 000 Algériens raflés, des centaines de blessés et entre 200 et 300 morts, peut-être plus, car on n'a pas compté les cadavres jetés à la Seine.

En reconnaissant les faits (enfin !), Macron n'en a pourtant fait porter le chapeau qu'au seul préfet de police de l'époque, Maurice Papon, dédouanant ses supérieurs, le ministre de l'Intérieur, le Premier ministre et, au-dessus d'eux, le président de la République, Charles de Gaulle.

Papon ne débutait pas dans le crime d'État : préfet de la Gironde sous Pétain, il y avait organisé la déportation des Juifs. Ce qui n'a pas nui à son déroulement de carrière : préfet de police de Paris sous la présidence de De Gaulle, puis ministre. C'est ça, la permanence de l'État et de sa police, en défense d'un ordre social au service des riches.

Des traces qui ne s'effacent pas

De cette période coloniale nous vient un racisme présent dans la police française, qui continue à arrêter au faciès des jeunes de banlieue, lacère les tentes des migrants et les traque dans tout le pays. Mais les ordres continuent à venir d'en haut : d'un gouvernement qui fait la chasse aux migrants, leur ferme les frontières... en laissant néanmoins passer celles et ceux dont le patronat français a besoin, pour ses profits. Trois migrants algériens ont perdu la vie la semaine dernière, fauchés par un train alors qu'ils fuyaient les contrôles de police.

Autre héritage de cette période : l'extrême droite. De vieille tradition, certes, dans les milieux dorés français. Mais à laquelle Macron emboîte le pas quand il durcit l'accès aux visas pour les Maghrébins.

Car à la police est attribué un rôle dans la société d'exploitation, comme l'a expliqué Philippe Poutou : maintenir l'exploitation coloniale hier, l'ordre social au profit des riches toujours. D'où la répression de grèves et de manifestations ouvrières, ou de Gilets jaunes.

Un candidat révolutionnaire pour défendre le monde du travail

C'est pour dénoncer cette réalité que notre camarade Philippe Poutou, ouvrier au chômage, licencié de chez Ford, se présente à l'élection présidentielle de 2022 : contre la violence des salaires qui n'augmentent pas, contre l'insécurité liée au chômage et aux licenciements, contre le manque de moyens dans les écoles et les hôpitaux, alors que les patrons engrangent des profits record. Un programme de revendications et de luttes du monde du travail, de contrôle aussi des ouvriers sur la production en fonction des besoins, pour qu'enfin les vies et la nature passent avant la course aux profits.

Un programme internationaliste également, tous unis, français et immigrés, unis, prolétaires d'une même planète. Nos intérêts sont liés, entre exploités par les mêmes multinationales, opprimés par des puissances impérialistes qui voudraient conserver leur domination sur le monde.

Facebook : *NPA L'Étincelle - Renault Lardy*

Retrouvez tous nos articles sur
Convergences Révolutionnaires :



SCAN ME

Cléon-le bec aux grands patrons !

Le mouvement de protestation contre les mesures prévues par la direction pour 2022-2024 a grossi à Cléon en 2 semaines. Plus de 700 salariés se sont mis en lutte et la direction a dû reculer sur quelques mesures face à l'irruption des travailleurs « dans le domaine où se règlent leurs propres destinées ».

C'est ainsi qu'on se fera respecter et qu'on arrêtera leur rouleau-compresseur. Que nous soyons Renault, Peugeot, sous-traitants, des usines ou de l'ingénierie, nous subissons les mêmes attaques. En unissant nos forces, nous les ferons reculer encore bien plus !

Non à la division entre les générations

La direction voulait geler de nos salaires sur plusieurs années grâce au non paiement de nos 20 minutes de pause. Face au début de mobilisation dans plusieurs sites comme Lardy mais surtout Cléon, elle a reculé sur ce point mais elle veut l'appliquer aux nouveaux embauchés. Une clause du grand-père inspirée de la réforme des retraites d'Edouard Philippe.

Vingt minutes non rémunérées par jour correspondent presque à une journée de travail par mois. Quand on sait que c'était déjà une arnaque pour nous sucrer des jours de RTT...

Pour nous, la clause du grand-père, c'est que les futures générations profitent des fruits de nos luttes. Pour nous et pour nos futurs collègues, il faut poursuivre le combat de nos grands-pères et grands-mères !

Leur monde et le nôtre

Le directeur Ph. Brunet a eu droit à ses pages de gloire dans un article du Monde. Nos emplois y sont menacés car « étroitement tributaire[s] de la volonté de Renault de récupérer certaines activités actuellement sous-traitées ». Encore et toujours du chantage à l'emploi pour avoir le maximum d'aides de l'État et assurer surtout la transition de leurs profits.

Nous sommes salariés de l'automobile, de l'argent il y a bien assez pour garantir l'ensemble de nos emplois, que ce soit avec des moteurs thermiques ou électriques.

Chacun pour soi, l'avantage pour eux

Le climat d'incertitude entretenu par la direction vise à nous faire partir les uns après les autres, en poussant au chacun pour soi pour éviter des réactions collectives. Mais ce n'est pas en espérant passer entre les gouttes qu'on va s'en sortir. Au contraire, individuellement, on est tous perdants.

Car l'avenir de nos emplois est un problème global. S'il faut reconverter nos activités, c'est aux patrons de payer. Et pour leur imposer, il faudra un rapport de force collectif. Seul, on est forcé d'accepter le moindre mal. Ensemble, on peut imposer nos exigences : qu'aucun salarié ne fasse les frais du passage à l'électrique. C'est le moment de jouer collectif !

Le salaire de la peur

Alors que les suppressions de postes se multiplient à coup de RCC, de prestataires remerciés et de départs anticipés, la direction joue du contexte pour tenter de nous faire accepter des reculs. Que ce soit sur les 20 minutes de pause dans son projet d'accord, sur les conditions, la flexibilité du travail ou les salaires, les patrons pensent nous faire avaler ces régressions en faisant planer les menaces sur les emplois.

Montrons leur qu'on n'a pas peur en affirmant toutes nos revendications : salaires, emplois, conditions de travail. Pas question de subir leur chantage !

Ils ont fait le tour du bocal (syndical)

La CFDT-Renault se félicite sur son site internet que « le dispositif RCC a fonctionné ». Aurait-elle déjà oublié que c'est avec un coup de boutoir comme l'externalisation forcée de la maintenance que la direction a voulu faire peur à tout le monde pour augmenter le nombre de départs, insuffisant à ses yeux ?

Ou cela fait-il partie de la même stratégie d'enfumage que pour le plan triennal 2022-24 ? Stratégie qui a consisté la semaine dernière à faire croire que les ETAM « au forfait » n'étaient pas concernés par les mesures sur le temps de travail... avant d'indiquer 2 jours plus tard que la mesure concernant le paiement des 20 min de pause les touchait quand même mais était finalement abandonnée !

Ne comptons que sur nos forces de travailleurs, pas sur ceux qui conseillent d'attendre... qu'il soit trop tard.

Norme Euro 7 : ils nous enfument

La future norme Euro 7 sur les véhicules thermiques est en cours de rédaction à Bruxelles pour entrer en vigueur après 2025. Dernière de sa lignée, elle s'annonce plus stricte que les précédentes sur les émissions d'oxydes d'azote, mais aussi de méthane et de particules ultrafines.

Ces véhicules sont susceptibles de rouler (et de polluer) pendant des années, mais les constructeurs et certains gouvernements trouvent la réglementation trop sévère... en réalité trop coûteuse. Alors pour préserver leurs profits, ils menacent de supprimer des postes et d'augmenter le prix des voitures.

Pas question de choisir entre la pollution de l'air et le maintien de nos emplois. Pas question non plus que nos impôts servent à subventionner les profits des constructeurs, qui font du chantage à l'emploi pour gratter de l'argent public.

C'est aux constructeurs de mettre les moyens pour que les travailleurs n'en fassent pas les frais, que ce soit au travail ou par la qualité de l'air.

MEETING AVEC PHILIPPE POUTOU

JEUDI 21 OCTOBRE / 20H

À LA BELLEVILLOISE 19-21 RUE BOYER 75020 PARIS

NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG - LANTICAPITALISTE.ORG - POUTOU2022.ORG



